

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2024-01 du 5 janvier 2024

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'Union européenne prolongent la suspension de leurs droits de douane sur l'acier et l'aluminium
2. La Mauritanie réintègre l'African Growth and Opportunity Act
3. L'USTR prolonge à nouveau les exclusions aux droits de douane en vigueur contre la Chine

### Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie communique sur ses principales réalisations en 2023
5. L'Agence américaine de protection de l'environnement communique sur ses principales réalisations en 2023
6. Le Trésor américain propose les orientations permettant de bénéficier du crédit d'impôt à la production d'hydrogène propre

### Industrie

7. Une subvention de 162 M\$ accordée dans le cadre du CHIPS Act

### Distribution et divertissement

8. Pour la première fois en 8 ans, Disney perd le titre de 1<sup>er</sup> studio au box-office

### Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Le GAO et la Présidente d'une sous-commission budgétaire du Sénat demandent une réforme du programme sucrier.

### Numérique et innovation

10. Le New York Times attaque OpenAI et Microsoft pour infraction au droit d'auteur
11. Le financement mondial des startups en 2023 atteint son niveau le plus bas en 5 ans

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. Les Etats-Unis et l'Union européenne prolongent la suspension de leurs droits de douane sur l'acier et l'aluminium

La Maison Blanche a publié le 28 décembre deux proclamations actant la prolongation pour deux ans de la suspension des droits de douane pesant sur les importations d'[acier](#) et d'[aluminium](#) européens, entrés en vigueur en 2018 sous l'administration Trump. Cette décision américaine, valable pour une durée de deux ans, fait écho à l'annonce quelques jours plus tôt par Bruxelles d'une [prolongation](#) pour 15 mois de la suspension des droits de douane pesant sur un contingent de produits américains (tels que les spiritueux et les motos), adoptés en réponse aux mesures américaines. Reposant initialement sur des droits de douane additionnels fixés à 25 % pour l'acier et 10 % pour l'aluminium importés aux Etats-Unis, ces mesures avaient été remplacées en janvier 2022 par des contingents tarifaires (« tariff-rate quota ») sous l'administration Biden, pour une durée de deux ans avant d'aboutir à un « Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables » (GSA) avec l'Union européenne qui devait permettre la levée permanente des mesures en vigueur. Malgré la mention de « progrès significatifs » dans les négociations au sein du communiqué [publié](#) lors du sommet Etats-Unis – Union européenne en octobre dernier, les deux parties ne sont pour le moment pas parvenues à conclure un accord global. La prolongation de ces mesures de suspension devrait permettre aux exportateurs d'acier et d'aluminium européens d'économiser un montant d'environ 1,5 milliards d'euros de droits de douane, selon le communiqué de Bruxelles. La Représentante américaine au Commerce Katherine Tai a [déclaré](#) à cet égard que « en prolongeant de deux ans les contingents tarifaires de l'Union européenne pour l'acier et l'aluminium, nous pouvons poursuivre les négociations sur un accord de haut niveau tourné vers l'avenir, tout en offrant prévisibilité et stabilité aux travailleurs de l'acier et de l'aluminium et à leurs familles des deux côtés de l'Atlantique. »

## 2. La Mauritanie réintègre l'African Growth and Opportunity Act

Le 29 décembre, le président Biden a [signé](#) une proclamation autorisant la réintégration de la Mauritanie au sein de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), un programme facilitant l'accès au marché américain sans droits de douane à plusieurs pays basés en Afrique Subsaharienne. La Mauritanie avait été exclue du programme en 2008 en raison de la persistance de pratiques d'esclavage au sein du pays. A l'inverse de la Mauritanie, la République centrafricaine, le Gabon, le Niger et l'Ouganda se sont vus retirer les bénéfices du programme du fait de pratiques considérées comme contraires aux droits de l'homme et au pluralisme politique. Cette décision fait suite à des courriers [adressés](#) par le président américain au Congrès en amont du dernier sommet de l'AGOA, intervenu en novembre dernier à Johannesburg, lors

duquel Joe Biden avait manifesté son souhait de renouveler ce programme arrivant à échéance en 2025 et sa volonté d'en exclure les pays susmentionnés [voir [Brèves hebdomadaires du 3 novembre 2023](#)].

### 3. L'USTR prolonge à nouveau les exclusions aux droits de douane en vigueur contre la Chine

Le 26 décembre, le Bureau de la Représente américaine au Commerce (USTR) a [annoncé](#) avoir prolongé jusqu'au 31 mai 2024 les exclusions aux droits de douane additionnels en vigueur concernant certaines importations depuis la Chine, adoptés en vertu de la Section 301. Sont ainsi reconduites 352 exclusions générales et 77 exclusions associées à la lutte contre la pandémie de Covid-19. L'USTR poursuit par ailleurs la revue globale de ces droits de douane adoptés en 2018 sous l'administration Trump, dont les conclusions étaient pourtant attendues à la fin de l'année 2023. Dans ce contexte, un groupe de représentants associant notamment le Conseil national du commerce extérieur et le Conseil des États-Unis pour le commerce international a [adressé](#) une lettre à l'USTR déplorant notamment que l'USTR « traîne sur cette revue malgré les centaines de commentaires reçus de la part de grandes et petites entreprises, qui ont été affectées par les droits de douane ».

#### Brèves

- Le 28 décembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) un individu et trois entités accusés de faciliter le soutien financier apporté par l'Iran aux houthis.

## Climat – énergie – environnement

### 4. Le Département de l'Énergie communique sur ses principales réalisations en 2023

Le 21 décembre, le Département de l'Énergie (DoE) a [communiqué](#) un bilan des actions réalisées au cours de l'année 2023 et qu'il considère comme les plus importantes. Le DoE indique qu'il a travaillé afin de lutter contre la crise climatique, de réduire les coûts pour les familles américaines et d'ouvrir la voie aux énergies propres. Le DoE met notamment en avant :

- un investissement de 7 Md\$ pour lancer sept centres régionaux d'hydrogène propre (H2Hubs) afin d'accélérer le déploiement à l'échelle commerciale de l'hydrogène propre à faible coût ;
- un investissement de 8 Md\$ dans le réseau électrique américain, dont 3,5 Md\$ afin de moderniser et de renforcer le réseau, et 1,3 Md\$ dans les lignes de transmission afin d'ajouter 3,5 GW de capacité de réseau supplémentaire. Le DoE indique qu'il s'agit du plus grand investissement fédéral dans l'histoire du réseau électrique américain ;

- les investissements dans les chaînes d'approvisionnement nationales, dont 5,5 Md\$ pour stimuler la production nationale de batteries, de matériaux pour batteries et de véhicules électriques.

Le DoE rappelle également la création en 2023 de l'Office of Critical and Emerging Technology (CET), afin de garantir que les investissements américains dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la biotechnologie, l'informatique quantique et les semi-conducteurs puissent tirer parti du large éventail d'actifs et d'expertise du DoE pour accélérer les progrès dans ces secteurs essentiels.

## **5. L'Agence américaine de protection de l'environnement communique sur ses principales réalisations en 2023**

Le 21 décembre, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [communiqué](#) un bilan des actions réalisées au cours de l'année 2023 et qu'elle considère comme les plus importantes. L'EPA indique qu'elle a pris des mesures importantes pour lutter contre le changement climatique, faire progresser la justice environnementale et protéger la santé et la sécurité des communautés à travers le pays. L'EPA met notamment en avant :

- La finalisation de la réglementation des émissions de méthane dans les secteurs du pétrole et du gaz ;
- La publication de nouvelles normes technologiques pour les centrales électriques et le secteur des transports, qui représentent certaines des plus grandes sources d'émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis ;
- La proposition d'une nouvelle réglementation afin de contrôler six PFAS (polluants éternels) dans l'eau potable ;
- Le déploiement de 1 Md\$ de financement au titre de la loi bipartite sur les infrastructures pour accélérer les activités de nettoyage/remédiation de plus de 100 sites industriels.

Le communiqué souligne également que l'EPA a mené des interventions d'urgence dans tout le pays, notamment à East Palestine (Ohio) lors d'un déraillement de train transportant des produits chimiques et à Maui (Hawaï) lors des incendies et des feux de forêt.

## **6. Le Trésor américain propose les orientations permettant de bénéficier du crédit d'impôt à la production d'hydrogène propre**

Le 22 décembre, le Département du Trésor et l'Internal Revenue Service (IRS) ont proposé des orientations liées au crédit d'impôt pour la production d'hydrogène propre (crédit référencé '45V') de la loi Inflation Reduction Act (IRA). Ces orientations, qui définissent les conditions d'éligibilité à ce crédit d'impôt, étaient attendues par le secteur.

La Maison Blanche [indique](#) que ces orientations s'inscrivent dans le cadre des efforts plus larges déployés par l'administration Biden pour soutenir l'hydrogène et d'autres technologies qui permettront aux États-Unis de réduire les émissions dans les secteurs de l'économie où les émissions sont les plus difficiles à abattre, notamment l'industrie lourde et le transport longue distance.

Le crédit d'impôt 45V prévoit un crédit pouvant atteindre 3 dollars par kilogramme d'hydrogène pour des projets de production à faible émission de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie. Il accompagne d'autres programmes relatifs à l'hydrogène tels que les 'H2Hubs' du DoE.

Les orientations publiées proposent des définitions de termes clés et décrivent la manière dont les producteurs doivent calculer les émissions de gaz à effet de serre du cycle de vie de production de l'hydrogène. Le DoE propose une version adaptée d'un logiciel de calcul des émissions ('45V'-H2-GREET). Le communiqué indique que ce logiciel est spécifiquement adapté aux producteurs d'hydrogène souhaitant bénéficier de ce crédit d'impôt.

Les orientations concernant l'hydrogène produit par électrolyse visent à assurer que l'électricité utilisée est inférieure à l'intensité maximale des émissions prévue par l'IRA. Les orientations proposent que les producteurs d'hydrogène utilisent des certificats (EAC pour 'Energy attribute certificates') qui attestent des caractéristiques de l'électricité utilisée. Plus précisément, les orientations proposent que les EACs représentent une production d'électricité qui est :

- appariée au temps de fonctionnement de l'électrolyseur - en commençant par une base annuelle, puis en passant à une base horaire au fur et à mesure que les systèmes de suivi s'améliorent ;
- appariée géographiquement à l'électrolyseur - en étant situé dans la même région du réseau électrique ;
- incrémentale à la production existante, par exemple issue de nouvelles sources électriques propres.

Le département du Trésor propose également des orientations pour l'hydrogène produit à partir d'autres voies, notamment le reformage du méthane à la vapeur avec capture et séquestration du carbone.

## Brèves

- Le 3 janvier, la Maison Blanche a [publié](#) un communiqué sur la situation de la navigation en Mer Rouge. Le communiqué conjoint avec l'Australie, le Bahreïn, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande, Singapour et le Royaume Uni, condamne les attaques des Houthis contre les navires commerciaux, qui déstabilisent le commerce mondial. Le communiqué souligne que 12 % du commerce de pétrole et 10 % du commerce de gaz transitent par la mer Rouge. Le communiqué précise que les Etats demandent l'arrêt immédiat des attaques illégales et la libération des navires et des équipages détenus



illégalement. Le communiqué indique que les Houthis devront assumer la responsabilité des conséquences s'ils continuent à menacer des vies, l'économie mondiale et la libre circulation dans les voies navigables essentielles du commerce international.

- Selon l'Administration de l'information sur l'énergie (US EIA), en 2023, les prix des carburants la pompe aux États-Unis ont été en moyenne inférieurs de 0,11 \$ par litre à ceux de 2022. Le prix payé par les consommateurs à la pompe était en moyenne de 0,93 \$/L en 2023, bien en dessous du sommet de 1,32 \$/L de l'année précédente, atteint en juin 2022. Les prix sont redescendus à 0,80 \$/L à la fin de l'année 2023.
- Selon l'US EIA, en 2023, le prix du pétrole brut Brent s'est établi en moyenne à 83 \$ le baril en 2023, contre 101 \$ le baril en 2022. L'année 2023 a été agitée pour les marchés du pétrole : interdiction par l'UE des importations de pétrole russe, inquiétudes liées à l'économie, réductions volontaires de production par l'Arabie Saoudite et la Russie. Après un recul par rapport aux sommets atteints en septembre (98 \$/b), les prix du pétrole brut ont de nouveau augmenté au début du mois d'octobre après le début du conflit entre Israël et le Hamas : le prix du Brent a atteint 91 \$/b le 9 octobre. Alors que les craintes d'un conflit plus large et de perturbations de l'offre s'atténaient, les inquiétudes concernant la demande de pétrole brut ont de nouveau fait baisser les prix du pétrole brut. Le prix du Brent a continué à baisser pour s'établir à 74 \$/b le 12 décembre. À la mi-décembre, les prix du pétrole sont repartis à la hausse, les tensions géopolitiques s'étant accrues à la suite de multiples attaques liées au conflit entre Israël et le Hamas contre des navires en mer Rouge. Ces attaques ont entraîné une forte augmentation des primes d'assurance pour le transit.

## Industrie

### 7. Une subvention de 162 M\$ accordée dans le cadre du CHIPS Act

Le Département du Commerce (DoC) américain a annoncé jeudi 4 janvier 2024 un accord avec l'entreprise Microchip Technology Inc. pour l'octroi d'une subvention de 162 M\$ dans le cadre du CHIPS Act. Il s'agit de la seconde subvention accordée par le DoC dans ce cadre, après les 35 M\$ octroyés à BAE Systems le 11 décembre dernier. Cette subvention va permettre à Microchip d'agrandir deux usines, à Colorado Springs (Colorado) et Grisham (Oregon), qui produisent des microcontrôleurs. Il s'agit de puces matures utilisées dans de nombreux produits, des voitures à l'industrie de la défense en passant par l'électroménager, qui avaient fait l'objet d'une pénurie lors de la pandémie de Covid. Ces extensions de capacités

industrielles permettront de tripler leur production, réduisant ainsi la dépendance aux importations pour ce type de semiconducteurs. Aucune subvention destinée aux semiconducteurs avancés, qui constituent le cœur des financements du CHIPS Act, n'a encore été accordée à ce jour.

## Distribution et divertissement

### 8. Pour la première fois en 8 ans, Disney perd le titre de 1er studio au box-office

Pour la première fois depuis 2015, Disney n'est plus le leader du box-office mondial, dépassé par les studios Universal Pictures, propriété du groupe américain NBCUniversal, filiale de Comcast. Les 24 films des studios Universal ont réalisé plus de 4,9 Md\$ de recettes dans les cinémas en 2023, grâce notamment aux succès de Super Mario Bros. et d'Oppenheimer. Disney figure à la seconde place avec 4,8 Md\$, mais réalisés par seulement 17 films. Warner Bros. occupe la troisième place du classement avec 3,8 Md\$ de recettes en salles, notamment grâce au film Barbie, plus gros succès de l'année 2023, qui réalise à lui seul 1,4 Md\$ de recettes.

L'année 2023 a été bien meilleure que les précédentes pour l'industrie du cinéma avec 9 Md\$ de recettes en salles sur le marché américain, pour un box-office mondial estimé à 33,9 Md\$. Ces chiffres demeurent néanmoins nettement inférieurs aux niveaux atteints avant la pandémie de Covid.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 9. Le GAO et la Présidente d'une sous-commission budgétaire du Sénat demandent une réforme du programme sucrier

Par [lettre](#) du 19 décembre, la présidente de la sous-commission budgétaire en charge du commerce, Jeanne Shaheen (D-NH), demande à l'USDA et à l'USTR de mettre rapidement en œuvre les recommandations émises par le Government Accountability Office (GAO) dans son [rapport](#) d'octobre sur le programme sucrier américain.

Depuis 1981, les producteurs américains de sucre bénéficient d'un régime très protecteur qui leur assure d'une part des prix planchers garantis et, d'autre part, un encadrement très strict des importations sous contingents tarifaires qui conduit les prix du marché domestique à se situer à des niveaux très supérieurs aux prix garantis et actuellement au double du prix mondial.

La gestion actuelle des contingents d'importation conduit, selon la sénatrice Shaheen, « à des goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement en sucre pour les fabricants de denrées alimentaires et contribue aux coûts élevés des denrées alimentaires supportés par tous les Américains ».

Dans son étude, le GAO a estimé que le programme sucrier crée des bénéfices de l'ordre de 1,4 à 2,7 Md\$ pour la filière sucrière américaine (producteurs et transformateurs) mais des pertes économiques, de l'ordre de 2,5 à 3,5 Md\$, pour les entreprises utilisatrices et pour les consommateurs.

Selon les recommandations du GAO, soutenues par la Présidente Shaheen, il serait nécessaire de revoir les méthodes d'attribution des contingents tarifaires de sucre brut selon deux axes. Tout d'abord, il conviendrait de procéder à des réallocations de quotas en fonction des capacités réelles d'exportation des pays qui en bénéficient. En effet, ces allocations ont été établies il y a plus de 40 ans et ne correspondent plus à la réalité. De nombreux pays exportateurs titulaires de ces quotas ne les utilisent que partiellement, voire pas du tout. Par ailleurs, en cours de campagne, il conviendrait de procéder à des réallocations rapides des quotas non utilisés afin d'optimiser leur mobilisation globale. Ce faisant, par un approvisionnement amélioré du marché domestique, les industries utilisatrices auraient accès à un sucre moins cher et donc plus compétitif par rapport à leurs concurrents étrangers qui travaillent un sucre au prix mondial et les consommateurs américains seraient globalement moins pénalisés qu'actuellement. Le GAO recommande également à la représentante américaine au commerce (USTR) d'évaluer ces modalités de gestion renouvelées des contingents tarifaires dans le respect des obligations internationales des Etats-Unis, tant vis-à-vis de l'OMC que des dispositions propres à chaque accord de libre-échange qui oblige les Etats-Unis.

Une réforme de plus grande ampleur du programme sucrier à l'occasion de la révision du *Farm Bill* semble peu probable comme l'a montré le retrait d'un amendement déposé par un représentant du groupe ultra-conservateur « House Freedom Caucus », Scott Perry (R-PA), qui visait à limiter le recours par les producteurs aux prix garantis par l'Etat face à la résistance des organisations professionnelles agricoles et notamment l'American Sugar Alliance.

## Brèves

- Les supermarchés Whole Foods [rejoignent](#) les 13 distributeurs ayant publié une politique de préservation des pollinisateurs. D'ici 2025, l'enseigne exigera de ses fournisseurs qu'ils privilégient la lutte intégrée plutôt que l'utilisation de pesticides. Le plan publié prévoit aussi l'interdiction de certains néonicotinoïdes pour les fleurs coupées et plantes en pot.
- L'Etat de Californie ne fera pas appel de la décision du Neuvième Circuit d'Appel de suspendre les avertissements sur la cancérogénicité du glyphosate dans le cadre de la



[Proposition 65](#). La proposition 65 rend obligatoire l'information des consommateurs sur les risques pour leur santé de leur achat. Le glyphosate avait été ajouté en juillet 2017 à la liste des composés relevant du champ de la proposition 65. Cette décision avait été attaquée par Bayer et l'association des producteurs de blé. Le jugement du Neuvième Circuit d'Appel [avait été rendu](#) le 7 novembre. L'Etat californien avait jusqu'au 21 décembre pour contester la décision.

## Numérique et innovation

### 10. Le New York Times attaque OpenAI et Microsoft pour infraction au droit d'auteur

Le 27 décembre 2023, le New York Times a porté [plainte](#) contre OpenAI et Microsoft, les accusant d'avoir utilisé des millions d'articles du journal pour entraîner leurs modèles d'IA, tels que ChatGPT et Microsoft Copilot. Dans sa plainte, le quotidien réclame des dommages-intérêts et sollicite une injonction pour interdire à OpenAI et Microsoft d'utiliser son contenu protégé par copyright dans leurs modèles d'IA et exiger le retrait de ses articles de leurs bases de données. En outre, le journal reproche à ces modèles de concurrencer son contenu en étant capables de reproduire textuellement le contenu de certains articles, de le résumer ou de l'imiter, affectant ainsi ses revenus et ses relations avec son lectorat.

### 11. Le financement mondial des startups en 2023 atteint son niveau le plus bas en 5 ans

L'investissement mondial en capital-risque a atteint 285 Md\$ en 2023 selon un [rapport](#) de Crunchbase, marquant une baisse de 38% par rapport à 2022 (462 Md\$) pour atteindre le montant le plus faible depuis 2017. Cette baisse est visible à tous les stades de financement à l'échelle mondiale. L'année a été marquée par de gros investissements dans des entreprises développant des modèles de fondation – OpenAI, Anthropic et Inflection AI ayant réussi à lever collectivement 18 Md\$ en 2023. A contrario, les startups dans le secteur du Web3 ont vu leurs financements se contracter de 73% en un an pour atteindre 7,6 Md\$. Le financement des startups basées aux États-Unis en 2023 a totalisé 138 Md\$, en baisse de 37 % par rapport à l'année précédente.

#### Brèves

- Microsoft va [ajouter](#) un nouveau bouton dédié à son assistant IA Copilot sur les claviers des PC Windows, en remplacement d'un bouton de menu. Cette modification, la première en 30 ans pour le clavier Windows, sera présentée sur de nouvelles machines lors du CES la semaine prochaine.

- Aylo (anciennement Mindgeek), société mère de Pornhub, YouPorn et RedTube, a [bloqué](#) l'accès à ses utilisateurs en Caroline du Nord et au Montana, suite à l'entrée en vigueur de lois de vérification de l'âge dans ces Etats. Les visiteurs tentant d'accéder à Pornhub depuis ces Etats sont accueillis par un message de l'entreprise promouvant la vérification basée sur l'appareil et incitant les utilisateurs à contacter leurs représentants.
- Une étude récente [publiée](#) dans PLOS One révèle que les plateformes de médias sociaux ont généré près de 11 Md\$ de revenus publicitaires en 2022 auprès des utilisateurs américains âgés de 0 à 17 ans. Cette étude, la première du genre, indique que sur six grandes plateformes, les revenus publicitaires provenant des enfants de 0 à 12 ans dépassent les 2 Md\$.
- Le président de la Cour suprême des Etats-Unis, John Roberts, a souligné l'impact de l'intelligence artificielle sur le travail judiciaire dans son [rapport](#) annuel, notant son influence croissante surtout au niveau des procès. Le président appelle à une utilisation prudente de l'IA dans les tribunaux, s'appuyant sur les avantages de l'IA pour faciliter l'accès à la justice, tout en avertissant des risques à l'instar des hallucinations (aboutissant, en l'espèce, à des citations de cas inexistantes dans les mémoires juridiques).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington  
[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis  
Abonnez-vous [ici](#)